



STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

Pour publication immédiate : 7 mai 2013

LE GOUVERNEUR CUOMO OUVRE UNE ENQUÊTE SUR LES REGIMES D'AVANCES DE PENSIONS DE RETRAITE QUI CONSTITUENT UN RISQUE POUR LES PERSONNES AGEES ET LES VETERANS

Le Département des Services Financiers assigne à comparaître les sociétés spoliant les retraités et anciens combattants

Le Gouverneur de l'État de New York M. Andrew M. Cuomo a annoncé aujourd'hui qu'il a demandé au Département des Services Financiers (Department of Financial Services) (DFS) d'ouvrir une enquête sur les avances de pensions de retraite - qui sont des produits financiers qui permettent aux sociétés de collecter les paiements de pension d'un retraité en échange d'un paiement forfaitaire qui ne correspond qu'à une petite fraction des sommes. Sous la direction du Gouverneur, le Département des Services Financiers a envoyé aujourd'hui des citations à comparaître à dix sociétés impliquées dans les avances de pensions de retraite.

« Ces sociétés prélèvent littéralement les retraites durement gagnées des personnes âgées, des vétérans et autres New Yorkais qui travaillent dur », a déclaré le Gouverneur Cuomo. « L'usage de pratiques trompeuses, pour frauder avec les retraites des personnes en les engageant dans des prêts déguisés à taux d'intérêts élevés ne sera pas tolérée dans notre état. Ceux qui cherchent à profiter des New Yorkais devraient savoir que nous utiliserons tous les outils à notre disposition pour combattre vigoureusement et faire cesser cette fraude. »

Benjamin M. Lawskey, Superintendant des Services Financiers, a déclaré : « Ces avances de pensions semblent n'être rien de plus que des prêts sur salaire déguisés pour arnaquer. Les régimes de collecte de pensions qui frappent les retraités à court d'argent avec des taux d'intérêts très élevés et des frais cachés sont simplement inacceptables. Il est particulièrement inquiétant que les vétérans - qui ont gagné leurs retraites en défendant notre pays - soient apparemment la cible de ces produits abusifs. »

Dans un régime d'avances de pensions, un retraité accepte de céder une partie de ses versements de retraite hebdomadaires ou mensuels à une société en échange d'un paiement forfaitaire, d'avance. Les taux d'intérêt annuels effectifs de ces avances sur pension de retraite peuvent parfois dépasser 100 pour cent - grevant une partie importante de la valeur de la retraite d'un retraité. De plus, ce qui

French

inquiète particulièrement, c'est que les sociétés offrant ces produits semblent cibler les retraites des vétérans de notre pays.

Le DFS a envoyé aujourd'hui des citations à comparaître aux sociétés suivantes :

1. LumpSum Pension Advance
2. Pension Funding LLC
3. Pensions Annuities & Settlements LLC
4. Pension Income LLC
5. Cash Flow Investment Partners
6. DFR Pension Funding
7. Veterans Benefit Leverage
8. Voyager Financial Group LLC (Pension4Case/Cash Out My Pension/Buy Your Pension)
9. First American Finance Corporation
10. Investing Forward (Termbrokers LLC)

L'enquête d'envergure du Département des Services Financiers sur les avances de pensions vise à déterminer si ces sociétés se sont engagées dans la fraude ou ont commis des fautes graves, ont violé les lois de l'Etat concernant l'usure ; se sont engagées dans la publicité mensongère, fausse, trompeuse sur les taux et les frais ; et ont violé les lois interdisant la collecte de pensions militaires.

Dans le cadre de la loi sur les services financiers de l'Etat de New York, le Département des Services Financiers est habilité à mener des enquêtes et assurer une surveillance concernant les nouveaux produits financiers qui ne sont pas actuellement soumis à réglementation. Auparavant, ces produits comblant un vide - comme les avances sur pensions - auraient pu rester dans les angles morts associés aux anciens régimes de réglementation, tandis que les consommateurs étaient victimes d'arnaques.

Le Département des Services Financiers invite tous ceux qui pensent être victimes d'un régime d'avances sur pensions à contacter la ligne téléphonique d'aide aux consommateurs du Département des Services Financiers au 1-800-342-3736.

###

Des informations supplémentaires sont disponibles au www.governor.ny.gov
Etat de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418